



Le 9 avril : grève interprofessionnelle pour la fin de l'austérité

La politique économique du gouvernement, co-organisée avec la commission européenne, comme dans les autres pays, conduit à la précarité des salariés, des jeunes et des retraités.

Les centaines de milliards d'euros d'aides fiscales et sociales données chaque année au patronat fragilisent notre système de protection sociale et le service public.

Aucune contrepartie au maintien de l'emploi ou des salaires n'est exigée.

Le pacte de responsabilité mis en œuvre par le gouvernement représente 50 Mds « d'économies » en 3 ans pris sur le service public, la sécurité sociale, les salaires, les retraites et les prestations sociales ! Et 41 Mds de cadeaux supplémentaires au patronat !

Depuis 30 ans, les gouvernements exonèrent le patronat de cotisations sociales. Cela se traduit par

Ce n'est pas en augmentant la durée légale du travail et en dérèglementant le droit du travail que l'on combat le chômage.

un chômage de masse et une explosion du nombre de travailleurs pauvres.

C'est une politique d'austérité : elle amène à des catastrophes partout où elle a été mise en place (Grèce, Espagne, Portugal...) avec comme conséquences la pauvreté qui augmente et les services publics qui se détériorent.

Avec le projet de loi Macron, le gouvernement donne encore raison aux demandes du MEDEF qui n'est jamais rassasié : dérèglementation des licenciements, banalisation du travail du dimanche, casse de la justice prud'homale, privatisation du secteur ferroviaire...

Le recours à l'article 49-3 est un déni de démocratie. C'est un aveu de faiblesse. La dernière fois qu'il a été utilisé, c'est en 2006 pour le CPE et face à la mobilisation, le gouvernement avait été obligé de retirer son texte.



Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires condamnent la loi Macron comme le pacte de responsabilité et en demandent le retrait.

Ce ne sont pas les actionnaires qu'il faut aider, ce sont les revendications des salariés qu'il faut satisfaire !

⇒ **Augmenter les salaires, c'est bon pour l'économie** (augmentation de la consommation) et bon pour la sécurité sociale (1 euro de plus de l'heure dans le privé et 8% d'augmentation du point d'indice dans le public : ce sont 15 milliards de plus pour la Sécu).

⇒ **L'emploi est une préoccupation majeure des salariés de notre pays.** Le gouvernement verse des aides publiques aux entreprises privées, il doit bloquer les licenciements, les délocalisations, les fermetures d'entreprises, y compris en nationalisant !

⇒ **Le retour à la retraite à 60 ans** à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, pour favoriser, entre autres, l'embauche en CDI des jeunes

⇒ **Les services publics doivent être préservés et renforcés.** Ils sont indispensables pour garantir l'égalité des droits des citoyens et le développement économique sur tout le territoire. Le projet de réforme territoriale doit être retiré, c'est la mise en concurrence des régions et des territoires entre eux, c'est l'inégalité renforcée !

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires appellent unitairement à la riposte pour la satisfaction de ces revendications.

Dans le cadre de l'appel national à la grève interprofessionnelle, elles vous invitent à prendre toutes les initiatives revendicatives dans les entreprises et services, et à manifester partout où cela sera organisé dont la manifestation nationale à Paris (départ TGV de Grenoble)